

# L'économie du bonheur

La croissance rend-elle les individus heureux ?

**Claudia SENIK**



# L'économie du bonheur

La croissance rend-elle les individus heureux ?

**Claudia SENIK**

Professeure à l'École d'économie de Paris  
et à Sorbonne Université



---

# Sommaire

## Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

## L'économie du bonheur

La croissance rend-elle les individus heureux ?

Claudia Senik

p. 13

## Questions de la salle

p. 37

## Les publications de l'Institut Diderot

p. 63



---

# Avant-propos

La croissance rend-elle les individus plus heureux ? C'est la question que nous avons posée à l'économiste Claudia Senik, professeure à Sorbonne Université et à l'École d'économie de Paris, mais aussi directrice de l'Observatoire du bien-être au Cepremap. Pourquoi elle ? Parce qu'elle a publié, il y a déjà plusieurs années, un livre passionnant, *L'économie du bonheur* (Seuil, 2014), sur lequel nous avons envie de revenir.

Le propos peut sembler paradoxal, dans son principe même. Les économistes sont parfaitement habilités à parler de la croissance des biens, des services ou des transactions, qui se mesurent ; mais quelle légitimité ont-ils à parler du bonheur, et comment pourraient-ils le mesurer ? La réponse est comme l'œuf de Christophe Colomb : il suffisait d'y penser. Nos économistes, qui ne peuvent travailler que sur des chiffres, se sont en l'occurrence donné un indice très simple permettant de quantifier (bien sûr approximativement) le bonheur des individus, mais donc aussi, statistiquement, des populations : ils demandent à des centaines de milliers d'individus, de tous pays et de toutes classes sociales, d'indiquer leur degré de bien-être sur une échelle de 0 (extrême malheur)

---

à 10 (félicité), comme les médecins nous demandent parfois de le faire pour évaluer l'intensité d'une souffrance. Chaque réponse est évidemment subjective, approximative et discutable (elle pourrait être différente dix minutes plus tôt ou plus tard), mais l'ensemble, à grande échelle, n'en donne pas moins une indication assez fiable : preuve en est, note Claudia Senik, que ces « déclarations subjectives de bien-être ont une structure stable », qui fait ressortir de nombreuses corrélations entre le bonheur déclaré et d'autres données plus objectives, comme l'âge, le genre, le statut familial, la religion, la nationalité ou le niveau de revenus. Ces corrélations sont même tellement fortes qu'elles peuvent avoir un caractère prédictif (le niveau de satisfaction déclaré par quelqu'un, à tel ou tel moment, permet de prédire, au moins en partie, ce qui va se passer dans la suite de sa vie, tant professionnelle que privée), ce qui confirme que ces déclarations, même individuellement incertaines, mesurent bien quelque chose qui, au niveau des grands nombres, devient significatif.

Or, le principal enseignement de ces enquêtes, pour le problème qui nous occupe, se résume dans ce qu'on appelle, depuis un demi-siècle, « le paradoxe d'Easterlin », du nom de son découvreur. Dans un article fameux, l'économiste américain Richard Easterlin se posait la question suivante : « L'augmentation des revenus de tous augmente-t-elle le bonheur de tous ? » Or la réponse, semble-t-il, est non : l'élévation, même spectaculaire, du PIB et du niveau de vie n'entraîne, dans les pays développés, aucune augmentation du bonheur individuel moyen.



---

Ce résultat, qui peut sembler désespérant, a pourtant son côté positif : à l'heure où la croissance devient écologiquement problématique, voire insoutenable, il est rassurant de voir que le bonheur – une fois qu'on est sorti de la misère – n'en dépend pas. À quoi bon consommer toujours plus, si le bonheur n'en est point augmenté ? L'idée de « sobriété heureuse » (popularisée par l'agroécologiste Pierre Rabhi) trouve ici un surcroît de plausibilité, et c'est tant mieux.

L'argent serait donc sans effet sur le bonheur ? Non pas, et c'est pourquoi ce paradoxe en est un – non un simple fait contre-intuitif mais une apparente contradiction. Car, à l'inverse, toutes les études confirment, dans tous les pays, que les riches se déclarent plus souvent heureux que les pauvres. Comment concilier ces deux résultats ? Comment la richesse peut-elle favoriser le bonheur, à l'échelle individuelle et en un instant  $t$ , sans que son augmentation, à l'échelle de la société et dans le cours du temps, accroisse le bonheur moyen ? L'une des explications, c'est que le bonheur d'un individu tient moins au niveau actuel de ses revenus, qu'à leur évolution par rapport au passé ou aux revenus des autres. Ce qui contribue le plus au bonheur, ce n'est pas tant d'être riche que de l'être au moins un peu plus qu'avant ou que ses voisins. Or, si toute la société s'enrichit, la position des uns et des autres n'en est pas modifiée : il y a toujours autant de gens plus riches ou plus pauvres que moi, et mon bonheur n'en est dès lors ni augmenté ni diminué. Chaque augmentation de revenus me réjouit ? Certes, sur le coup ; mais je m'y habitue vite et retrouve au bout de quelques mois le même niveau de bonheur que précédemment.

---

À ce paradoxe d'Easterlin, il faut en ajouter un autre, plus particulier, qu'on peut appeler le paradoxe français. Nos compatriotes, qui vivent pourtant dans un pays riche et bénéficient d'un système social plutôt plus protecteur que les autres, « sont moins heureux, toutes choses égales par ailleurs, que les citoyens d'autres pays ». Comment l'expliquer ? Peut-être, là encore, par le poids des comparaisons. Nos concitoyens, comparant la place de la France à celle qu'elle occupait dans le monde il y a quelques siècles ou décennies, ont le sentiment qu'elle régresse (c'est ce qu'on a appelé « le déclin français »), comme ils ont le sentiment, d'ailleurs à juste titre, que leur niveau de vie, même croissant, s'écarte de plus en plus (vers le bas) de celui des pays les plus prospères. Si les Français tendent à regretter le passé et font partie – tous les sondages le confirment – des peuples les plus pessimistes du monde, ce n'est pas qu'ils vivent plus mal qu'avant ou que les autres. C'est qu'ils sont plus inquiets pour l'avenir et pour leurs enfants – donc moins heureux, tant les perspectives d'avenir sont une partie essentielle du bonheur présent.

Cela jette un nouveau jour sur le dilemme de la croissance ou de la décroissance. Qu'on ait tort de compter sur l'augmentation indéfinie de la consommation pour faire le bonheur des gens, c'est ce que révèle le paradoxe d'Easterlin et que confirme la crise écologique, si cruciale. Mais cela ne prouve pas qu'on puisse être heureux en n'envisageant, pour l'avenir, qu'une multiplication, elle aussi indéfinie, des frustrations. Souvenons-nous des Gilets jaunes... Reste alors à croître autrement – c'est ce qu'on appelle le développement durable –, en privilégiant

---

le plus possible des plaisirs écologiquement moins insoutenables, socialement moins injustes et humainement moins insatisfaisants. Question politique, d'évidence, mais aussi philosophique et morale. L'idée de « sobriété heureuse » est une belle idée, qu'on trouvait déjà chez Épicure. Mais ne comptons pas sur la sobriété pour suffire au bonheur. Je dirais volontiers la chose à la façon de Spinoza : ce n'est pas parce qu'on réduit sa consommation qu'on est plus heureux ; c'est parce qu'on est plus heureux qu'on peut envisager de réduire sa consommation.

L'argent fait-il le bonheur ? Bien sûr que non, puisque rien ne le fait (le bonheur n'est pas un fait mais un faire) ni ne le garantit (on peut être riche et malheureux). Qu'en conclure, sinon ce que chacun sait déjà : que le bonheur n'est pas dans l'avoir. Mais il n'est pas non plus « dans l'être », contrairement à ce que de prétendus maîtres spirituels nous serinent naïvement. Nous sommes si peu de chose, et pour si peu de temps ! Mon idée, c'est que le bonheur n'est ni dans l'avoir ni dans l'être : il est dans le faire, de préférence avec d'autres, donc dans l'action et la relation. C'est en quoi la richesse, qui n'est pourtant qu'une somme d'avoirs, contribue le plus efficacement au bonheur. Elle n'améliore pas seulement notre bien-être, par le confort ou le luxe ; elle augmente notre puissance d'agir, comme dirait Spinoza, donc notre liberté. La misère, à l'inverse, est une espèce de prison : raison de plus pour la combattre.

André Comte-Sponville  
Directeur général de l'Institut Diderot



---

# L'économie du bonheur.

## La croissance rend-elle les individus heureux ?

Depuis 2012, le *World Happiness Report*<sup>1</sup> mesure chaque année le niveau de bonheur, pays par pays, et tente d'expliquer les fluctuations et le classement de chaque État.

Mesurer le bonheur ? Un tel projet paraît assez étonnant. Mais l'objectif, lui, est simple : les gouvernements, au moins dans les sociétés démocratiques, se doivent de rendre leurs citoyens heureux. Chercher à mesurer le bonheur, c'est alors se donner le moyen d'évaluer objectivement les politiques menées. Si les gouvernements ont pour objectif le bonheur, mesurer celui-ci, au cours du temps, permettra de déterminer les progrès réellement accomplis.

Cette démarche s'inscrit dans la recherche, par les gouvernements et les organisations, d'indicateurs permettant

---

1. La présentation du projet et l'ensemble des rapports annuels sont disponibles sur <https://worldhappiness.report/>.

---

d'échapper aux limites du PIB avec, par exemple, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009, le *Well-being Program* au Royaume-Uni, depuis 2010, la loi de 2014 en Belgique sur les indicateurs complémentaires, ou encore le *Better Life Index* de l'OCDE. En effet, le PIB mesure l'ensemble des transactions marchandes réalisées au cours d'une année, ce qui est un bon indicateur de prospérité, puisque si les gens ont acheté ces biens et services, c'est qu'ils en avaient envie et que ceux-ci sont censés leur procurer un certain bien-être. Mais, comme on sait, le PIB ne mesure pas tout. Il y a des externalités, des choses gratuites, aussi, qui ne font pas l'objet d'un échange marchand et qui créent du bien-être. Une randonnée en montagne n'est pas mesurée par le PIB; un trajet en télésiège, oui. Mesurer le bonheur, c'est mesurer ce qui échappe au PIB, et éventuellement, faire une critique de la sphère marchande, de la croissance telle que nous la pratiquons et de son impact sur l'environnement.

\* \* \*

---

## I. MESURER LE BONHEUR

Une recherche sur Ngram Viewer, l'outil de Google permettant de calculer les occurrences d'un terme au sein de l'ensemble des livres numérisés sur Google Books, montre, depuis 2010 environ, une augmentation significative des requêtes portant sur le mot « bonheur »<sup>2</sup>.

Il semblerait donc que le bonheur soit à la mode. Qu'en était-il avant ? Une requête sur Ngram Viewer concernant le mot *happiness*, sur les publications depuis 1950, et le mot « bonheur », depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, montre que la préoccupation pour le bonheur décolle effectivement dans les années 2000. Il semble aussi que Saint-Just avait vu juste, quand il déclarait devant la Convention, le 3 mars 1794 : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. » On constate en effet que, dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, la question du bonheur prend de l'importance, avec un pic durant la période correspondant, en France, à la Révolution, et un reflux, apparemment, autour de 1799.

Cela étant dit, une fois qu'on a montré que la notion de bonheur a pris, voire a repris, plus d'importance depuis les années 2000, comment le mesurer, ce qui est le point de départ de l'économie du bonheur ?

La méthode de ce champ de recherche est tout simplement de demander aux gens à quel degré ils sont heureux.

---

2. Voir : <https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2022/WHR+22.pdf>, p. 60.

---

Le matériau de base de l'économie du bonheur, ce sont les mesures déclaratives du bien-être subjectif. Ici, pas de recherche normative consistant à déterminer ce que devraient être les sources du bonheur, à travers une réflexion théorique sur ce concept. On laisse à chacun le soin de le déterminer, en se contentant d'obtenir auprès de lui une évaluation sur son degré de bonheur.

Des enquêtes sont donc menées, avec un ensemble de questions, comme :

- « À quel point êtes-vous satisfait de votre vie? Sur une échelle de 0 à 10, indiquez où vous vous situez. »
- « Voici une échelle qui représente l'échelle de la vie. Supposons que le sommet de l'échelle représente la vie la meilleure pour vous, et le bas de l'échelle la vie la pire pour vous. Où vous situez-vous personnellement sur cette échelle en ce moment? » (cette échelle, de 0 à 10, est ce qu'on appelle l'échelle de Cantril).

On demande ainsi aux gens de noter eux-mêmes leur satisfaction dans la vie, ou de se situer sur des échelles graduées, parfois en ajoutant des jalons verbaux comme « très heureux », « pas très heureux », etc.

Tel est le matériau que les économistes du bonheur utilisent pour :

- mesurer le niveau de bonheur moyen d'une population ;
- plus fondamentalement, repérer des déterminants objectifs du bonheur, en essayant de corrélérer les variations des déclarations, dans le temps et dans l'espace, avec d'autres variables objectives et mesurables. Il s'agit ainsi



---

d'essayer de saisir ce qui fait qu'une personne se déclare plus ou moins heureuse à un moment donné que dans le passé, et ce qui fait que certaines personnes sont plus heureuses que d'autres, en mettant en relation leurs déclarations et leurs variations avec les indicateurs que l'on peut recueillir sur la vie de ces personnes : revenu, statut matrimonial, profession, niveau d'éducation, région dans laquelle elles vivent, etc. On essaye ensuite de construire des formules permettant d'expliquer le niveau de bonheur atteint, en moyenne, en fonction des différents facteurs identifiés, affectés d'un coefficient.

Recueillir la satisfaction auto-déclarée des personnes permet ainsi de mieux comprendre la structure du bonheur en général. À cette fin, de très nombreuses enquêtes existent depuis les années 1990, permettant de mesurer les déclarations de bien-être subjectif :

**Enquêtes internationales :**

- World Values Survey (97 pays, 1981-...)
- European Social Survey (32 pays, 2002-...)
- Eurobarometer
- Gallup World Poll (160 pays, 2005-...)

**Enquêtes nationales :**

- German Socio-Economic Panel Study (GSOEP, 1984-...),
- UK HLS (1996-...)
- General Social Survey (USA, 1972-...)
- Russian Longitudinal Monitoring Survey (RLMS, 1994-...)
- Australian Household Panel Survey (HILDA, 2001-...)

---

Ce genre de mesures, la première fois qu'on les rencontre, peut susciter le scepticisme. Demander à quelqu'un s'il est heureux est-il vraiment un moyen fiable de savoir dans quelle mesure il l'est? Est-on vraiment capable d'estimer son bonheur sur une échelle de 0 à 10? Les déclarations individuelles ne varieront-elles pas de façon erratique, en fonction des hasards de la journée et des humeurs? Ce scepticisme est d'autant plus de mise chez les économistes, qui normalement écartent les déclarations pour mesurer des préférences révélées, des choix de consommation objectivement constatables indiquant ce que les individus préfèrent dans les faits. Pourquoi vouloir poser aux gens des questions sur ce qu'ils pensent? On sait bien que les gens ne savent pas ce qu'ils pensent, et qu'on n'a pas besoin de leurs déclarations puisqu'on peut observer leurs comportements.

La réponse à cette objection, c'est qu'en réalité les déclarations subjectives de bien-être ont une structure stable. Certaines associations entre bonheur déclaré et conditions de vie se retrouvent systématiquement, par exemple concernant le revenu, le mariage, l'emploi, le genre, l'âge, le fait d'avoir des enfants.

Ainsi, le bonheur déclaré décroît avec l'âge pour atteindre un minimum vers 45 ans et remonter ensuite. On peut imaginer, mais ce n'est qu'une hypothèse, que le fait d'avoir, à un certain moment de sa vie, tout à gérer, enfants, le travail, etc., pèse sur la satisfaction, tandis que cette charge tend à s'alléger vers le milieu de la quarantaine. Les femmes, autre corrélation, se disent plus

---

heureuses que les hommes dans les pays développés. Les chômeurs sont systématiquement plus malheureux que les personnes en emploi, cela en plus du simple effet revenu. Vivre avec quelqu'un est une source de bonheur accru, de même que la religion. Avoir des enfants aussi, même si ne n'est pas facile à mesurer, parce que ça dépend beaucoup des circonstances, est corrélé avec plus de bonheur, quand cela a lieu dans des circonstances qui ne sont pas trop défavorables – même si la question de l'interprétation de cette corrélation demeure : les études longitudinales montrant que les gens qui sont heureux dès le départ auront plus d'enfants que les autres.

Les enquêtes de satisfaction ne mesurent donc pas que du bruit. Si les données recueillies n'étaient que du bruit, il n'y aurait pas de structure. Si les gens disaient n'importe quoi, le niveau de satisfaction déclaré ne serait associé à rien. Ce n'est pas le cas.

On le voit aussi en aval, car le niveau de satisfaction est prédictif : quelqu'un qui dit qu'il est malheureux dans son emploi a de fortes chances de l'avoir quitté dans les années suivantes ; quelqu'un qui est moins heureux a plus de chances d'être malade, a une espérance de vie plus courte, a plus de chances de divorcer, qu'un autre. Le niveau de satisfaction déclaré par quelqu'un à un point donné du temps permet de prédire ce qu'il va se passer dans la suite, ce qui prouve que ces déclarations mesurent quand même quelque chose.

---

## II. LA CROISSANCE REND-ELLE LES INDIVIDUS HEUREUX ?

### A) Une corrélation constatée entre richesse et bonheur

J'en viens maintenant directement à la question à laquelle cette intervention est censée répondre : la croissance rend-elle les gens heureux ? Cette question en contient en fait deux :

- ce qui croît, à savoir le revenu, rend-il les gens heureux ?  
Pour le dire plus simplement, l'argent rend-il heureux ?
- est-ce l'augmentation, plutôt que le revenu lui-même, qui rend les gens heureux ?

Autrement dit, est-ce le niveau qui compte ou la dynamique ?

Premier élément de réponse : oui, l'argent rend les gens heureux. Merci pour cette découverte me direz-vous. Mais le sujet est en réalité plus complexe.

Commençons par la corrélation constatée entre revenu et bonheur. Celle-ci repose notamment sur les deux faits massifs suivants <sup>3</sup> :

- Les riches sont plus heureux que les pauvres, au sein de chaque pays.
- Les habitants des pays riches sont plus heureux que ceux des pays pauvres.

---

3. On trouvera sur le site du *World Happiness Report*, sur <https://ourworldindata.org/happiness-and-life-satisfaction> et dans mon livre *L'économie du bonheur* (Paris, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2014) de nombreux graphiques présentant ces résultats.

---

Concernant les comparaisons internationales, le *World Happiness Report 2023* montre que les pays les plus heureux sont des pays à fort revenu par habitant, tandis que les derniers, comme l'Afghanistan, le Liban, qui le sont certainement aussi pour d'autres raisons que le revenu, ont par ailleurs un niveau de vie beaucoup plus faible.

## B) D'autres facteurs

Première partie de la réponse, donc : oui les gens plus riches, les pays plus riches, sont en moyenne plus heureux.

Il y a cependant, évidemment, de nombreux autres facteurs de bonheur dans le monde. Dans le *World Happiness Report*, sont ainsi mesurés six facteurs permettant d'expliquer les différences de bonheur déclaré entre pays. On constate, dans le tableau suivant, que le PIB par habitant n'est pas le premier.

### À quoi tiennent les différences de bonheur entre pays ?

*World Happiness Report depuis 2012*

*Gallup World Poll depuis 2005*

- 1) Soutien social (30 %)
- 2) PIB par habitant (26 %)
- 3) Espérance de vie en bonne santé selon l'OMS (19 %)
- 4) Liberté et droits civiques (13 %)
- 5) Générosité (7 %)
- 6) Gouvernance (non-corrupcion) (4 %)

---

D'autres jeux de facteurs peuvent être avancés pour rendre compte des déclarations de bien-être subjectif :

a) des facteurs macro, socio-économiques, en dehors du contrôle individuel :

- la confiance ;
- les inégalités et la mobilité sociale <sup>4</sup> ;
- l'environnement ;
- les différences culturelles.

b) des facteurs plus individuels :

- le fait d'avoir un emploi ;
- le sentiment d'autonomie et de contrôle sur sa propre vie ;
- les perspectives de progression (qui sont un élément majeur : le bonheur ne dépend pas seulement de sa situation donnée, à un instant donné, mais de ce qu'il est possible d'espérer ; les perspectives d'avenir comptent énormément) ;
- le sens : ce que je fais a-t-il du sens, quel est mon impact sur le monde, sur la planète, sur la société ?

Je voudrais insister sur trois facteurs en particulier.

Le premier est celui des relations sociales, parce qu'il permet de bien résumer les choses. Prenons le rapport entre confiance des consommateurs et niveau de satisfaction

---

4. Je discute plus en détail la réalité et les limites d'une corrélation entre niveau de bonheur et niveau des inégalités au chapitre IV (« Se projeter dans l'avenir »), de *L'économie du bonheur* (op. cit.).

---

des Français, entre 2017 et 2021. D'un côté, les deux sont très fortement corrélées. Autrement dit, le niveau de bonheur dépend de la conjoncture économique. Mais on constate des évolutions divergentes dans la seconde partie de 2020, c'est-à-dire au moment du déconfinement. Les perspectives économiques n'étaient pas brillantes, mais le fait de pouvoir à nouveau se voir a provoqué un bond dans la satisfaction déclarée. L'économie compte, on le voit dans le fait que les courbes du niveau de confiance des consommateurs et de satisfaction des Français sont très proches, évoluent de manière très parallèle ; mais il n'y a pas que l'économie, d'autres choses comptent beaucoup.

Un autre facteur particulièrement mis en valeur, dans le rapport 2023, au chapitre 3, est la qualité de la gouvernance. Deux économistes réputés, Tim Besley et Torsten Persson, ont défini trois piliers de la prospérité au niveau étatique :

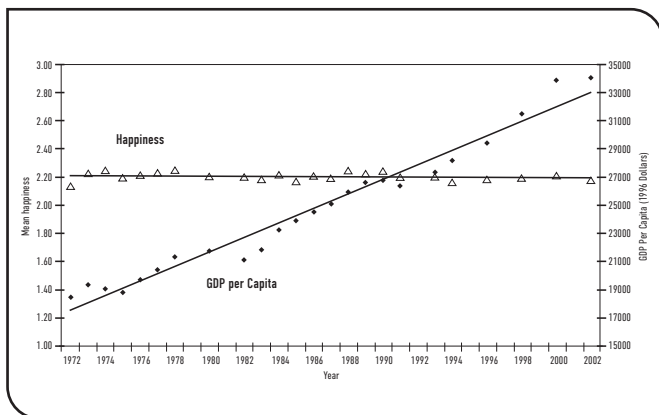
- la capacité fiscale, ou la capacité d'un État à prélever l'impôt pour fournir des biens publics ;
- la capacité collective, c'est-à-dire la capacité de l'État à établir la paix et la sécurité ;
- la capacité juridique, la capacité de l'État à faire respecter l'État de droit.

Or ce que montrent Besley et Persson, c'est qu'on constate une forte corrélation entre un indice de bonne gouvernance, fondé sur des trois piliers, et le sentiment de bonheur des gens.

Enfin, je voudrais souligner l'importance des différences culturelles. Un cas bien identifié est l'Amérique latine : les habitants d'Amérique latine arrivent à atteindre un niveau de satisfaction qui se situe au-delà de ce que leurs circonstances objectives, telles qu'on les mesure en tout cas, prédiraient <sup>5</sup>.

### C) Le niveau de bonheur semble stable malgré la croissance : le paradoxe d'Easterlin

La courbe suivante, de 2007 <sup>6</sup>, illustre une constatation faite par l'économiste américain Richard Easterlin dès les années 1970, dans son célèbre article : « Will raising the income of all, increases the happiness of all ? »



5. On consultera sur ce sujet le graphique de la section « Culture and life satisfaction » sur : <https://ourworldindata.org/happiness-and-life-satisfaction>.

6. Voir <https://www.iza.org/publications/dp/2755/modern-economic-growth-and-quality-of-life-cross-sectional-and-time-series-evidence>.



---

Que montre ce graphique ?

- que le revenu par habitant des Américains, de 1972 à 2002, a été multiplié par deux, passant de 15 000 à 33 000 dollars ;
- mais que dans le même temps, le niveau de bonheur moyen est resté quasiment le même. Une ligne droite.

Toute cette croissance n'aurait-elle alors servi à rien ? Tous ces efforts, la mobilisation de la société en vue de la croissance, le temps qu'on passe à travailler contre une rémunération... tout cela, sur le long cours, serait vain ? Les gens étaient aussi heureux quand le revenu par habitant était deux fois plus faible ? C'est ce que Easterlin suggère. Et il faut reconnaître que le graphique est particulièrement frappant.

Pour désigner cette absence d'effet de la croissance sur le bonheur moyen, les économistes parlent de « paradoxe d'Easterlin ». Car si au cours du temps le bonheur moyen n'augmente pas, en revanche, comme je l'ai montré au début, les données, lues de façon synchronique, montrent qu'à un instant donné, les gens plus riches sont plus heureux. Au cours du temps, le fait d'avoir augmenté le revenu par habitant par deux n'a pas augmenté le bonheur ; mais le revenu est corrélé au bonheur quand on regarde les données sur une année. Comment expliquer ce paradoxe ?

Les deux grandes raisons traditionnellement avancées sont l'adaptation et la comparaison.

---

Dans le premier cas, le raisonnement repose sur deux prémisses :

- la satisfaction vient de l'écart entre ses réalisations et ses objectifs ;
- lorsqu'il se produit, cet écart se résout très vite, parce que le niveau d'aspiration évolue aussi dans le même sens.

Quelqu'un qui change d'emploi pour gagner un meilleur salaire sera heureux quelque temps, il aura plus que ce à quoi il était habitué ; mais au bout d'un moment, son niveau d'exigence aura aussi augmenté, supprimant l'écart initial. Autrement dit, nous sommes pris au piège d'un *hedonic treadmill* – le tapis roulant du bonheur : on marche, mais le tapis reculant, on fait du surplace.

Ces résultats ont notamment été avancés par Bernard van Praag et ses collègues de l'École de Leyde aux Pays-Bas. Ceux-ci ont mesuré qu'une augmentation de 100 \$ du revenu du ménage entraîne une augmentation de 60 \$ (dans un délai d'environ 2 ans) du revenu que les individus déclarent comme un « minimum ». Au bout de deux ans, 60 % du revenu s'est déjà évaporé, en quelque sorte. La croissance ne produirait donc pas autant de bonheur qu'on l'espère, parce que les gens s'habituent, deviennent plus exigeants et à la fin ne sont pas plus heureux qu'avant. Il y a là une critique très forte à la fois de nos sociétés capitalistes et de l'économie elle-même, parce que celle-ci est fondée sur un modèle du choix individuel qui suppose que les gens en général savent à peu près ce qu'ils veulent et font des choix relativement

---

éclairés. Or ici il semble que les gens se trompent complètement, puisqu'ils font des choix en croyant que cela les rendra plus heureux, alors qu'en réalité ils ne le seront pas, à cause de l'évolution de leurs aspirations. C'est une remise en cause assez forte de la théorie du choix rationnel en économie.

La deuxième raison habituellement avancée pour expliquer le paradoxe d'Easterlin est que ce qui rend heureux est, toujours, l'écart, mais pas uniquement entre ce que j'ai et ce à quoi j'aspire, mais aussi entre ce que j'ai et ce qu'ont les autres. Ou, autre façon de le présenter, une composante de ce à quoi j'aspire et ce que je constate chez les autres. Autrement dit, plus que le niveau de revenu, ce qui compte, ce sont les comparaisons : l'écart entre mon revenu et celui de mon groupe de référence – collègues, famille, anciens camarades de classe, notamment. Supposons ainsi une société ayant connu une croissance forte. De deux choses l'une. Soit les revenus de tous ont augmenté de façon homogène, sans rien changer aux écarts. Tout le monde est plus riche, mais, si seules comptent les comparaisons, le niveau de bonheur moyen ne bougera pas pour autant. Si en revanche certains s'enrichissent, mais d'autres moins, il y aura des gagnants et des perdants, mais au total ce sera un jeu à somme nulle : là aussi, le niveau moyen de bonheur ne bougera pas. Les comparaisons gâchent le bénéfice de la croissance.

Une expérience naturelle en Norvège va dans le sens de cette conclusion. La loi, depuis toujours, y stipule que les citoyens ont le droit de connaître le montant du

---

*skattelsiter*, revenu imposable de leurs concitoyens. Tant qu'Internet n'était pas disponible, c'était une démarche fastidieuse que peu de gens effectuaient. Mais à partir de 2001, tout a été mis en ligne par l'administration, et donc tout le monde a pu consulter le revenu de tout le monde. Cela a créé une fièvre énorme, à tel point qu'on a parlé de *tax porn*, avec des applications permettant de voir sur votre smartphone le revenu imposable des gens localisés près de vous, de tous vos amis sur Facebook, etc. Le gouvernement norvégien a réussi à calmer les choses en obligeant les gens qui voulaient consulter le revenu des autres à s'identifier eux-mêmes, engendrant un mouvement consistant non plus à regarder les revenus des autres, mais qui regardait ses propres revenus. Or Ricardo Perez-Truglia a montré que cette transparence avait énormément augmenté les écarts de bonheur entre les pauvres et les riches. L'importance du revenu dans l'équation de bonheur a augmenté de 33 %. Preuve, parmi d'autres, que les comparaisons sont un élément majeur dans la formule du bonheur.

Beaucoup d'autres explications ont été avancées pour rendre du compte paradoxe d'Easterlin, le critiquer ou nuancer les effets de l'adaptation et de la comparaison <sup>7</sup>. Récemment, Jan-Emmanuel De Neve et ses coauteurs <sup>8</sup> ont tenté une explication fondée sur l'un des biais majeurs

---

7. Une large partie de *L'économie du bonheur* (*op. cit.*) est consacrée au paradoxe d'Easterlin et aux travaux qu'il a suscités en réponse.

8. De Neve Jan-Emmanuel, George W. Ward, Femke De Keulenaer, Bert Van Landeghem, Georgios Kavetsos, Michael I. Norton, « The Asymmetric Experience of Positive and Negative Economic Growth: Global Evidence Using Subjective Well-Being Data », *Review of Economics and Statistics*, no. 100(2), mai 2018, pp. 362-375.

---

identifiés par l'économie comportementale<sup>9</sup> : l'aversion à la perte. On ressent beaucoup plus fortement les pertes que les gains. Si je trouve 100 euros dans la rue, ça me fait plaisir, mais si je perds 100 euros, le déplaisir que j'en conçois est plus important que le plaisir de les trouver. On ressent plus fortement les pertes que les gains et par conséquent, il se pourrait que lorsque l'économie fluctue, le bonheur engendré par les périodes de croissance soit plus que compensé par le malheur engendré par les périodes de récession. Les mesures du bien-être subjectif sont deux fois plus sensibles à une récession qu'à une croissance économique positive, ce qui permettrait par conséquent d'expliquer, au moins en partie, le paradoxe d'Easterlin.

#### **D) Faut-il renoncer à la croissance ?**

Étant donné ces résultats, faut-il en conclure que l'économie du bonheur fournit un argument à la décroissance ? Ce qui tomberait bien, pour des raisons environnementales.

C'est un peu la motivation de beaucoup d'auteurs dans ce champ de recherches : montrer que la croissance, finalement, ne rend pas heureux, et que nous pouvons

---

9. L'économie comportementale consiste à rapprocher économie et psychologie. Daniel Kahneman, qui a reçu le Prix Nobel d'économie en 2002 est un psychologue dont les travaux ont dégagé toutes sortes de biais affectant nos décisions, expliquant par là des anomalies systématiques relativement aux prédictions de la théorie standard du choix rationnel. On remarquera que les phénomènes de l'adaptation et de la comparaison, eux aussi, s'intègrent très bien à cette approche, puisqu'un de ses résultats majeurs, la théorie des perspectives, consiste à rendre compte des choix individuels, et des anomalies constatées par rapport aux prédictions de la théorie standard, en prenant en compte le cadre de référence de l'individu dans la formation de ses préférences.

---

donc tenter autre chose. Un argument supplémentaire serait de s'appuyer sur le phénomène d'adaptation pour dire qu'une diminution de richesses ne rendra pas malheureux, puisque nous nous y adapterons. Si la croissance ne rend pas heureux, la décroissance ne rend pas malheureux, et si on s'adapte à tout, qu'on s'ajuste à un niveau de vie élevé, nous pourrions aussi nous ajuster à un niveau de vie plus bas.

Il y a au moins trois problèmes. Premièrement, il faudra quand même passer par une phase douloureuse, avant, éventuellement de s'adapter. Ensuite, du point de vue des comparaisons, la décroissance permettra-t-elle d'améliorer les choses? Car si tout le monde décroît de la même manière, le niveau de vie de tous baissant donc de manière homogène, cela ne changera rien aux effets des comparaisons. Ou cela se fera-t-il différemment selon les gens? Ce qui est plus vraisemblable, car cela ne se fera pas de façon homogène entre pays et citoyens d'un même pays. Mais alors les comparaisons rendront les choses douloureuses pour ceux qui verraient leur situation relative se détériorer.

Enfin, il y a un contre-argument majeur : l'importance des perspectives d'avenir. La croissance, c'est le fait, peu importe ce qu'on mesure, qu'une grandeur augmente avec le temps; escompter cette augmentation, c'est pouvoir se projeter dans un monde où l'avenir apportera du mieux ou, au moins, du nouveau. Or la possibilité de se projeter de la sorte est une composante majeure du bonheur. Si la décroissance, c'est juste moins de ce que l'on vise, ça ne

---

peut pas rendre les gens heureux, à cause de l'importance des perspectives d'avenir dans le bonheur. La perception de l'avenir compte dans le bonheur présent.

Mais tout dépend, évidemment, de ce qu'on mesure, et de ce qu'on entend par décroissance. Les effets peuvent être différents sur le bonheur s'il ne s'agit pas, par exemple, de décroissance nette, mais d'un infléchissement de la croissance résultant d'une critique du consumérisme. Car nous produisons et consommons des choses qui dégradent la planète sans être très porteuses de bonheur. Peut-être faudrait-il distinguer, au sein des biens de consommation, deux types de bien :

- des biens de consommation standards, fongibles, très sujets à l'adaptation, c'est-à-dire dont l'utilité qu'on en retire décroît très vite après l'achat, qui se détériorent et qu'on n'a pas de plaisir particulier à remplacer ;
- des biens qui seraient à la fois de consommation et d'investissement. Par exemple le fait de commencer à apprécier la musique, la littérature, l'art ou le sport : n'importe quelle activité demandant un effort initial, mais qui engendre ensuite ce que les économistes appelleraient des rendements croissants – plus on en fait, plus on l'apprécie, plus on est doué, plus on en retire du plaisir. Contrairement au premier type de biens, dont on se lasse vite, étant fortement sujets à l'adaptation, les seconds engendrent un plaisir de plus en plus élevé.

Sous le terme de « décroissance », il faudrait donc plutôt comprendre un infléchissement de la croissance vers le

---

deuxième type de biens, moins sujet à l'adaptation. Mais est-il moins sujet aux comparaisons? C'est moins sûr... Est-on content d'aller plus souvent à l'opéra que d'autres? Oui, peut-être, mais pas uniquement, ce n'est pas la seule source de plaisir de quelqu'un qui aime ces activités artistiques.

Il serait donc hâtif de conclure de l'économie du bonheur, et notamment du paradoxe d'Easterlin que la croissance ne rendant pas heureux, il faudrait passer à la décroissance. Mieux vaut peut-être dire qu'il faut infléchir la croissance vers des choses moins sujettes aux phénomènes qu'Easterlin a mis en évidence, c'est-à-dire l'adaptation et les comparaisons.

### III. LE MALHEUR FRANÇAIS

En analysant des données internationales, j'ai découvert, un peu par hasard, que le fait d'être Français, dans une équation de bonheur, était toujours un coefficient négatif, assez fort de surcroît. Bizarrement étant donné les conditions de vie des Français, étant donné tout ce qu'on peut mesurer sur la richesse, les services publics, l'environnement, l'emploi, enfin tout ce qu'on peut mesurer comme grandeur macroéconomique et individuelle, le fait d'être Français se traduit toujours par un coefficient négatif. Les Français sont moins heureux, toutes choses égales par ailleurs, que les citoyens d'autres pays.



---

Comment l'expliquer? Peut-être au moyen de trois choses :

- les comparaisons ;
- le fait, comme nous l'avons montré avec Yann Algan et Elizabeth Beasley, dans *Les Français, le bonheur et l'argent*<sup>10</sup> que contrairement à une image que nous pourrions avoir des Français, l'argent compte plus dans leur équation de bonheur que chez les citoyens d'autres pays européens ;
- enfin, les perspectives : la représentation que les Français se font de leur avenir.

Ainsi, d'un côté, les Français se sentent en perte de vitesse, ce qui est d'ailleurs une réalité si l'on compare par exemple l'évolution de leur niveau de vie depuis 2010 par comparaison avec l'Allemagne et les États-Unis.

Dans le même temps, le poids du revenu dans l'équation de satisfaction des Français est assez élevé.

Enfin, dans l'enquête que nous conduisons trimestriellement avec l'INSEE et l'Observatoire du bien-être, nous posons les questions : « Quel est votre niveau de satisfaction dans la vie actuellement? », « Comment pensez-vous vivre l'année prochaine? », « Comment pensez-vous que vivra la prochaine génération en France? ». Les réponses montrant que les Français, en moyenne, anticipent une

---

10. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Claudia Senik, *Les Français, le bonheur et l'argent*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2018.

---

diminution de leur satisfaction future et du niveau de vie de la prochaine génération. Les perspectives d'avenir paraissent sombres <sup>11</sup>.

Afin de creuser ce dernier sujet, nous avons aussi demandé aux interrogés à quelle époque ils voudraient vivre s'ils avaient le choix. On constate que presque personne ne veut vivre dans l'avenir (autour de 3 % des enquêtés), même les jeunes, ce qui est quand même très inquiétant. 30 % seulement des gens disent qu'ils préfèrent vivre maintenant (il y a, naturellement, un creux au moment de la Covid). Enfin, presque 2/3 des interrogés préféreraient vivre dans un passé récent, les décennies d'après-guerre. Notamment, pendant les années 1980. Et il ne s'agit pas uniquement de ceux qui avaient vingt ans à l'époque, c'est aussi vrai d'une part importante de Français qui avaient alors 5 ans, voire, si l'on peut dire, -15 et -35 ans.

Les Français, même les jeunes, ont notamment une image favorable des années 1980. L'hypothèse que l'on peut faire, c'est qu'il s'agit de la dernière décennie avant la mondialisation, avant Internet, avant la financiarisation de l'économie, un moment où la France était encore dans un modèle préservé, avant l'intégration à la mondialisation avec toutes les transformations que cela implique et l'impression, peut-être, de ne pas réussir à conserver son modèle. C'est une hypothèse, la démonstration n'a

---

11. Voir, pour cet alinéa et le suivant, les données et graphiques disponibles sur : [https://www.cepremap.fr/Tableau\\_de\\_Bord\\_Bien-Etre.html](https://www.cepremap.fr/Tableau_de_Bord_Bien-Etre.html).

---

pas encore été faite. Mais un dernier élément, qui va dans ce sens, est que si on demande aux Français, non plus à quelle époque, mais où ils voudraient vivre, à supposer que l'on écarte les problèmes d'adaptation, de langue de réseau amical, familial, professionnel, 40 % choisissent la France, et ensuite, le Canada et l'Europe du Sud. Autrement dit, un pays qui peut passer comme une France en grand, en plus moderne, comme des États-Unis mâtinés de France et une région, l'Europe du Sud, dont le modèle est assez proche, une sorte de France où il ferait chaud. Ce que semble montrer cette question, c'est donc que les Français ne semblent pas aspirer à un autre modèle. S'ils sont insatisfaits, ce n'est pas parce qu'ils n'aiment plus le modèle français, au contraire. C'est parce qu'ils semblent tenir à ce modèle et craindre de le voir s'éloigner.



---

# Questions de la salle

**Michel Prada**<sup>12</sup> : *En vous écoutant, je me suis demandé s'il y avait eu des recherches sur la relation entre perception du bonheur et, non pas simplement revenu, mais conditions dans lesquelles celui-ci est perçu. Je suis très frappé par un phénomène que j'ai observé récemment en regardant les comptes de l'État : sur les trente dernières années, on voit une montée assez considérable de la partie redistribution, dans ses différentes modalités (Sécurité sociale, subventions diverses, chèques multiples) par rapport au financement direct des services publics comme l'éducation, la justice, la police, l'hôpital. Je me demande si cela fait une différence dans la relation entre revenu et bonheur quand il y a une partie de revenu socialisé, dont on n'a pas nécessairement conscience et qui peut se faire au détriment du financement direct des services publics. Par opposition au fait, dans d'autres pays, de recevoir individuellement un revenu puis de devoir payer pour un service, par exemple en matière d'éducation ou d'assurance maladie.*

---

12. Président du Conseil de normalisation des comptes publics, ministère de l'Économie et des Finances.

---

**Claudia Senik :** Excellente et difficile question. Ce qu'on sait, c'est qu'effectivement le revenu que l'on perçoit compte. Par exemple, même au sein d'un ménage où les gens mettent en commun leurs ressources, ce que chacun perçoit compte en plus du niveau de vie général autorisé par le revenu du ménage. Maintenant, évidemment, la socialisation du revenu permet de financer des biens publics, ce qui rend effectivement les gens heureux, qu'ils en aient conscience ou pas. Nous avons montré avec des collègues, que la partie du revenu qui servait à financer ce qu'on appelle l'État-providence, la santé, l'emploi, les retraites, jouait beaucoup dans le niveau de satisfaction des habitants des différents pays et même réduisait les inégalités de bonheur. Au cours de la période de croissance continue de l'après-guerre, les inégalités de bonheur se sont resserrées. Il y a eu une homogénéisation, en grande partie due à la socialisation, au fait d'avoir des biens communs, une partie de la vie commune à tous, celle des biens essentiels comme la santé et l'éducation. Un tel fond commun joue dans la satisfaction des gens. Il y a donc deux aspects : on aime disposer de son revenu, mais les biens publics jouent aussi sur la satisfaction.

**Michel Prada :** *Je suis bien convaincu que le fait d'avoir accès à des biens publics, l'éducation, la justice, la police, la défense, la santé, etc. est probablement un élément du bonheur. Ma question portait plutôt sur la redistribution du revenu lui-même : les retraites, les subventions directes, les aides diverses et variées sachant que justement, le financement des services publics s'était proportionnel-*

---

*lement dégradé sur les trente dernières années par rapport à la distribution de revenus.*

**Claudia Senik :** Une réduction de la liberté de choix des individus qui s'accompagne à la fois d'une réduction du facteur commun est effectivement source d'insatisfaction. Plus généralement, votre question est aussi celle du rapport entre inégalités de revenu et bonheur. C'est une relation complexe et difficile à mettre en évidence. En général, les chercheurs ont plutôt montré qu'il y avait une corrélation négative. En tout cas, un article récent montre que quand la répartition du revenu se déforme trop au profit des 1 % les plus riches, le bonheur moyen des habitants diminue.

Mais beaucoup dépend de la manière dont les gens interprètent les inégalités. Alberto Alesina a montré qu'un facteur essentiel était de savoir si les gens interprètent les inégalités de revenu comme une échelle que tout le monde peut escalader, dans une société qui paraît ouverte, auquel cas l'inégalité est acceptée. C'est un peu ce que pensent les Américains, en tout cas au moment où ces articles ont été écrits, dans les années 2000. Au contraire, quand l'inégalité est interprétée comme étant essentiellement due au hasard de la naissance ou à des choses dont les individus ne sont pas responsables, qu'on a l'impression qu'on ne peut pas bouger sur l'échelle des positions sociales, alors elle est moins acceptée et rend les gens malheureux, auquel cas la redistribution améliorera leur bonheur.

---

**Claude Warnet**<sup>13</sup> : *J'ai été rémunéré pendant plusieurs années pour vivre dans les pays nordiques et expliquer à nos gouvernants comment fonctionnent ces pays... La corrélation entre bonheur et revenu semble marcher à plein : le Danemark, par exemple, a un très haut revenu par tête et un bonheur exprimé intense. Mais quand on regarde vos statistiques, on voit qu'au Danemark la corrélation entre revenu déclaré et niveau de bonheur est plus faible qu'en France. Donc on se demande alors quel facteur explicatif doit être avancé pour rendre compte du haut niveau de bonheur au Danemark, le revenu étant un facteur important, mais insuffisant. Lorsque vous parlez avec des Français expatriés dans ces pays, ils vous expliquent tout de suite que le niveau d'aspiration de ces peuples n'est pas du tout le même que le nôtre. Il semble assez réduit, par rapport aux nôtres ou celui des Italiens, par exemple. Il y a effectivement des aspects culturels extrêmement importants dans l'affaire. Dès leur plus jeune âge, les Nordiques et spécialement les Danois sont biberonnés à l'école de Grundtvig, leur Jules Ferry local, qui a organisé le réseau des écoles vers 1860, où les gens apprennent un certain nombre de principes qu'ils appellent la Loi de Jante. On peut les ramener à deux : ne pas la ramener et jouer collectif. Donc dès le plus jeune âge ces gens apprennent un certain nombre de principes totalement différents de ceux de l'individualisme débridé à l'américaine. Cela leur sert beaucoup dans leur vie de tous les jours, dans leur façon de vivre ensemble et de profiter de l'argent qu'ils gagnent sans voir d'aspiration*

---

13. Contrôleur général honoraire du ministère des Finances.



---

*excessive. Cet état d'esprit est aussi le résultat de leur histoire nationale. On ne le sait pas trop chez nous, mais le Danemark était la puissance dominante de tous les pays nordiques, jusqu'au milieu du Moyen-Âge, avec l'union de Kalmar. Ils ont petit à petit perdu leur domination sur la région, jusqu'à être battu comme nous par la Prusse, qui leur a pris le Schleswig-Holstein, qu'ils n'ont jamais récupéré comme nous l'Alsace-Lorraine. Depuis 500 ans l'histoire de la nation, pour les Danois, est une histoire de revers successifs qui font qu'ils n'ont pas de morgue, comme ces Français qui prétendent donner des leçons à tout le monde, avec leur état esprit napoléonien – napoléonien, c'est une insulte là-bas. Ces aspects culturels comptent donc énormément à côté du revenu individuel et collectif. Il faut absolument les prendre en compte si on veut expliquer la singularité nordique.*

**Claudia Senik :** Le revenu a une part plus grande dans le bonheur des Français, par rapport aux Danois, par exemple. C'est surprenant, parce que la France se veut un pays où d'autres dimensions, le prestige, la culture, etc. comptent plus que l'argent. Mais quand on regarde, l'argent pèse assez lourd. Pourquoi? Peut-être parce qu'il y a plus d'inquiétude sur l'avenir, l'impression que l'État ne peut plus résoudre tous les problèmes, car les chocs mondiaux sont de taille beaucoup plus importante que le budget des États. Les gens estiment peut-être devoir plus compter sur leurs propres ressources, d'où l'importance du revenu. On a l'impression que l'État est moins capable de défendre, de protéger les citoyens contre les chocs, donc on compte davantage sur ses propres moyens.

---

De plus, quand une grande partie des dépenses, de la vie, est socialisée ; quand on est dans une culture où la norme collective est très forte ; quand on joue collectif, quand on sait se concerter pour résoudre les problèmes ; quand l'incitation donnée aux individus de se distinguer est moindre, alors les comparaisons dont j'ai parlé pendant l'exposé sont peut-être moins fortes. L'un des principes de Jante, c'est : tu ne dépasseras pas les autres, tu ne prétendras pas être spécial, ce qui pousse probablement les gens éduqués ainsi à accorder moins de poids d'attention à la distinction entre eux et les autres. Mais ce sont des cultures nationales, on ne peut pas décider du jour au lendemain de changer de mentalité et de ne plus discuter comme on le fait en France. C'est la recette du bonheur des Danois, je ne sais si elle est directement applicable en France.

**Raphaël Hadas-Lebel**<sup>14</sup> : *Je vais vous poser deux brèves questions, l'une générale, l'autre portant sur la France en particulier.*

*La question générale est la suivante : en vous écoutant, on a le sentiment que, dans le bonheur des gens, il y a en fait deux catégories de composantes, celles qui dépendent des pouvoirs publics et celles qui dépendent de facteurs personnels. Est-ce qu'une bonne typologie ne serait pas de distinguer, pour les politiques publiques relatives au bonheur, ce qui dépend de nous, comme disait les Grecs, et ce qui ne dépend pas de nous ?*

---

14. Président de section honoraire au Conseil d'État.

---

*Ma question spécifique, sur la France, serait la suivante : vous avez donné une explication sur le fait que les Français se sentent moins heureux, relativement, que d'autres à revenu égal. Je me demande s'il n'y a pas un autre argument que celui que vous avez donné, qui était comment on se voit dans l'avenir : l'importance que la France apporte à l'égalité, au principe d'égalité. Parce que le principe d'égalité entraîne la comparaison et vous avez dit que la comparaison c'est un des facteurs d'insatisfaction majeure. Je me demande si une des raisons de la spécificité française n'est pas cette sorte de primat de l'égalité et des conséquences négatives qui en résultent.*

**Claudia Senik :** Un État libéral et démocratique ne peut certes pas directement décider des conditions de vie individuelles, si les gens doivent se marier ou pas se marier, etc. En revanche il peut mettre en place les conditions pour les gens puissent accéder aux facteurs de bonheur. Donc même les facteurs individuels sont sous l'influence de la politique publique. Votre partage entre ce qui dépend de nous, la puissance publique, et ce qui ne dépend pas de nous, les facteurs individuels, n'est pas si net. Ce qui dépend strictement du niveau individuel, la vie personnelle, la vie affective, n'est pas, ne doit pas être du domaine de l'intervention publique, mais les conditions de vie individuelle, ce sont aussi les libertés, l'État de droit, la possibilité de s'exprimer... c'est individuel, mais c'est quand même installé par la puissance publique. La distinction entre ce qui dépend des pouvoirs publics et ce qui n'en dépend pas a un sens, je suis d'accord avec vous, mais elle est quand même tenue.

---

Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne l'égalité. En allant plus loin, je dirais, avec Philippe d'Iribarne, qu'il y a en France une forte persistance d'un certain aristocratie, un certain élitisme républicain, que je ne critique pas nécessairement, mais qui entre en contradiction avec l'égalitarisme aussi très présent dans nos mentalités. C'est peut-être aussi ça, la recette du malheur français : une tendance à la distinction couplée à une promesse d'égalité.

**Annie Fitoussi**<sup>15</sup> : *Comment expliquer l'anomalie de l'Amérique latine dont le niveau de bonheur est plus élevé que ce que laisserait attendre son revenu ? Vous n'avez aussi pas parlé du Bhoutan, le pays du bonheur. Comment expliquez-vous ce paradoxe de régions relativement moins riches, mais avec un sentiment de bonheur assez fort ?*

**Claudia Senik** : Le Bhoutan a en effet décidé de mesurer le Bonheur national brut à la place du Produit intérieur brut, en fonction de critères qu'il a lui-même définis tel que la cohésion nationale, la préservation de la culture du pays, etc. En revanche, en matière de satisfaction dans la vie, leur niveau moyen tel qu'il apparaît dans nos enquêtes n'est pas très élevé. Mais ils ont décidé de mettre le bonheur tout en haut de leurs priorités, c'est vrai.

En ce qui concerne l'Amérique latine, ça montre qu'il existe des différences culturelles, que les recettes du

---

15. Avocate honoraire, juge de proximité.

---

bonheur varient selon les cultures, les continents. Qu'est-ce qui joue en Amérique latine? La nature, le rapport au corps, la musique, un niveau d'aspiration moindre, peut-être, parce que quand la vie est dure, les inégalités extrêmes, on est plus facilement satisfait.

C'est pour cette raison que je me restreins à l'Europe quand je fais des comparaisons. Quand les gens répondent à la question de satisfaction dans la vie sur une échelle, l'échelle est relative au contexte, à l'ensemble des possibles. Entre Européens, on a à peu près le même référent quand on répond aux questions sur le bonheur et le niveau de vie. En Amérique latine, le référent, l'ensemble des possibles est un peu différent. En revanche, on a pu dire des Français qu'ils sont heureux d'être malheureux : il y a un élément culturel, en plus du niveau d'aspiration et d'exigence, qui est tout à la fois moteur, oui, c'est un bon côté, mais qui engendre aussi de l'insatisfaction, c'est un trait national.

**André Comte-Sponville**<sup>16</sup> : *Dans votre livre, vous évoquez quelque chose dont vous n'avez rien dit ce matin, les éventuels facteurs génétiques du bonheur. Nous serions inégalement doués pour le bonheur, certains ont mesuré que 50 %, voire 80 % du bonheur serait lié aux gènes, c'est-à-dire au hasard de la naissance. J'ignore tout d'éventuels gènes sud-américains, mais cette dimension génétique peut-elle, ou pas, éclairer le problème?*

---

16. Directeur général de l'Institut Diderot.

---

**Claudia Senik :** Difficile de répondre... En ce qui concerne les gènes, l'étude de jumeaux séparés à la naissance semble montrer qu'il y aurait un niveau homéostatique de bonheur donné biologiquement : un individu aurait un certain niveau de bonheur en fonction de ses gènes, qu'affecteraient des chocs positifs ou négatifs, mais avec une tendance à toujours revenir au même niveau. C'est vrai qu'il y a des niveaux différents, mais, en réalité, les gens changent et se promènent sur l'échelle de satisfaction. Il y a certainement un facteur génétique, mais aller jusqu'à attribuer l'excédent de bonheur de l'Amérique latine à des gènes me semble aventureux. En l'état, on ne peut pas le dire.

**Jean-Claude Seys**<sup>17</sup> : *L'importance de la religion sur le continent peut-elle avoir une influence?*

**Claudia Senik :** Le fait de croire est très positivement associé au fait d'être heureux. Pour l'Amérique du Sud, ça peut jouer. On essaie parfois d'expliquer les différences entre pays par la religion, mais ça n'explique pas tout ; parfois, par le climat, mais ça ne marche pas, parce que dans les pays du Nord, il fait nuit la moitié de l'année...

**Jean-Jacques Perquel**<sup>18</sup> : *Deux petites questions : la religion dominante d'un pays ne joue-t-elle pas un rôle dans*

---

17. Ancien président de l'Institut Diderot.

18. Président d'honneur de l'Académie de comptabilité.

---

*la conception du bonheur et y a-t-il eu rupture le jour où on a commencé à publier les résultats des principaux revenus dans la presse en général?*

**Claudia Senik :** Comme je viens de le dire, le fait de croire, de pratiquer (on pose ces questions dans les enquêtes) est favorable au bonheur. Il n'y a en revanche pas de résultat robuste concernant la nature de la religion.

Sur la publication des revenus, oui, tout à fait. On voit la raison derrière ces publications : la transparence, la dénonciation des inégalités, du favoritisme, des discriminations. La transparence est désirable dans la mesure où elle améliore la gouvernance et la justice des rémunérations. Mais, d'un autre côté, comme vous le suggérez, elle attire l'attention des gens sur un sujet tout à fait toxique. Elle pousse à la comparaison, génératrice de frustration relative et d'insatisfaction dès lors qu'on découvre qu'on est moins payé que d'autres, sachant les comparaisons sont toujours vers le haut : on se compare à ceux qui gagnent plus ou ceux qui sont mieux lotis, et on en souffre, tandis qu'avoir conscience d'être favorisé par rapport à notre groupe n'engendre pas vraiment de satisfaction.

**Michel Hannoun** <sup>19</sup> : *Le mot « santé » n'a, je crois, pas encore été évoqué. Quelle est la place de la santé dans le bonheur, surtout au fur et à mesure de l'âge? Ce facteur*

---

19. Député honoraire, médecin.

---

*est-il compris dans les paramètres économiques ou dans un certain nombre d'autres aspects? Comment appréhendez-vous la santé?*

**Claudia Senik :** La santé et le bonheur, c'est quasiment la même chose. D'ailleurs la définition de la santé par l'OMS est « un état de complet bien-être physique, psychique et social ». Physique, dans cette définition, c'est la santé, telle qu'on l'entend communément; mais psychique, c'est, je crois, ce que la plupart appelleraient le bonheur.

Quand on pose dans nos enquêtes la question de la santé, subjective, avec aussi des tests de santé mentale, des tests de santé physique, on constate une corrélation extrêmement forte entre santé et bonheur. Au point que je considère qu'il ne faut pas mettre la santé dans l'équation, parce que c'est une notion subjective, or on essaie de mesurer les facteurs objectifs de ce ressenti, qui est tellement corrélée au bonheur que quand on la met dans une équation, la corrélation devient quasi parfaite, au point qu'en fin de compte on n'a pour seul résultat que la quasi-identité entre bonheur et santé, ce qu'on imaginait bien. Cela ne signifie pas cependant que le sujet est inintéressant : par exemple, dans quel sens fonctionne la corrélation? Être en mauvaise santé rend malheureux, mais la réciproque est aussi vraie, être malheureux provoque des problèmes de santé.



---

**Michel Bon** <sup>20</sup> : *Vous avez ouvert votre exposé en parlant de l'occurrence du mot « bonheur » dans les publications. Avez-vous fait le même exercice sur le mot malheur et quel sentiment cela vous a-t-il inspiré?*

**Claudia Senik** : Je ne l'ai pas fait, c'est une très bonne idée, je le ferai. Les gens s'intéressent-ils au malheur au même moment où ils s'intéressent au bonheur? Le bonheur est-il juste l'absence de malheur? Ce n'est pas le cas : bien sûr, le bonheur, c'est le fait de ne pas être malheureux, de ne pas souffrir, mais ce n'est pas seulement la contrepartie, l'autre face de l'absence de malheur.

**Anne Lavaud** <sup>21</sup> : *Ma question va porter sur la mobilité : est-elle un facteur de bonheur? Depuis les années 1950, il y a une forte évolution de la mobilité en France, est-ce que ça a apporté du bonheur aux Français? Qu'en est-il aussi de la vitesse? Et du coup quid de la proposition de Jancovici de ne pouvoir faire que quatre voyages en avion dans une vie?*

**Claudia Senik** : Les économistes ont l'habitude de penser que le choix est un facteur de bonheur. Cela apparaît d'ailleurs dans les questions du *Word Happiness Report*, quand on interroge sur le sentiment d'être libre, de choisir, d'avoir du contrôle sur sa vie. Par conséquent, la mobilité, le fait de pouvoir voyager, puisqu'elle implique

---

20. Président du conseil de surveillance de Devoteam.

21. Déléguée générale de l'Association Prévention Routière.

---

l'existence d'un choix, d'un ensemble plus ouvert de possibles, est *a priori* facteur de bonheur. Si votre question porte sur ces mobilités-là, la réponse sera donc positive.

Mais il en va autrement pour la mobilité pendulaire domicile-travail. Là, les études ont montré qu'au-delà d'une demi-heure par jour, cette mobilité influe négativement sur le bien-être. Les gens ne s'en rendent par forcément compte, quand ils choisissent un domicile à une certaine distance de leur travail, sans prendre conscience que le trajet domicile-travail va vraiment affecter leur satisfaction dans la vie. C'est le facteur majeur qui explique le succès du télétravail. Car en fin de compte, il y a beaucoup à perdre avec le télétravail : l'aspect social, le dialogue, etc. La seule chose qu'on gagne, c'est d'éviter l'inconfort et le temps perdu du trajet entre son domicile et son travail. Sur la vitesse, je ne peux pas me prononcer. La vitesse, c'est grisant, mais cela rend-il les gens heureux ? La vitesse de transformation de la société, la vitesse de découverte des nouvelles technologies, l'introduction éclair de ChatGPT, la numérisation du travail, le fait que le monde change de plus en plus vite, que les institutions, et les gens, ont du mal à suivre, peut être vu comme déstabilisant et source d'insatisfaction. Mais la vitesse peut aussi permettre de vivre plus dans un temps donné. Il n'y a pas de réponse simple. « Disruptif », « sortir de sa zone de confort », tous ces mots de la novlangue de la postmodernité suggèrent que le changement, la vitesse, c'est bien, que cela va rendre les gens plus heureux. Je crois que les gens ont quand même besoin que le monde soit apprivoisé, familier, et que par conséquent, quand le monde change trop

---

vite, qu'on n'a pas le temps de l'appivoiser, ce n'est pas vraiment un facteur de bonheur.

**André Comte-Sponville :** *Je suis d'accord pour distinguer la vitesse et la mobilité. La vitesse peut intensifier le plaisir; intensifier le bonheur, en revanche, ça me paraît douteux. Je parlerais volontiers de plaisir de la vitesse et de lenteur du bonheur. J'en profite pour dire quelque chose qui m'a frappé dans l'entretien que vous avez fait pour Télérama<sup>22</sup>, où il apparaît que, contrairement à ce que beaucoup espèrent, la retraite n'améliore pas le bonheur : les gens qui sont à la retraite ne se déclarent pas plus heureux que du temps où ils travaillaient ou que ceux qui ont leur âge et qui travaillent encore. La seule catégorie socioprofessionnelle dont le bonheur augmente avec la retraite, c'est la catégorie des chômeurs. Ça ouvre un abîme de réflexion, notamment aux managers.*

**Claudia Senik :** Sur ce sujet, il y a une enquête, qui s'appelle SHARE, conduite en Europe auprès de tous les gens qui ont cinquante ans et plus, qui permet de comparer les gens qui ont le même âge et le même revenu, selon qu'ils sont en emploi ou à la retraite. Ce qu'on voit, c'est que pour tous les pays et quel que soit l'âge au-delà de cinquante ans, à âge donné, les gens en emploi sont plus heureux que ceux à la retraite. Mais en ce qui concerne la France, l'enquête française SRCV sur les conditions de vie montre que cette variable a un effet minime : en

---

22. <https://www.telerama.fr/debats-reportages/claudia-senik-economiste-du-bonheur-chez-certaines-personnes-tres-sociables-le-teletravail-entraîne-du-mal-etre-7015809.php>.

---

moyenne, à âge donné, être à la retraite ou en emploi ne change pas grand-chose <sup>23</sup>.

Quand on passe à la retraite, trois paramètres majeurs jouent : une possible perte de revenu, un effet qui peut être positif sur la santé physique, parce qu'on ne subit plus un travail usant, et une éventuelle perte de socialisation, d'intégration sociale, ce qui peut être facteur de dépression. Ces trois facteurs se compensent différemment selon les gens. Et il y en a un quatrième, important en France : parmi ceux qui atteignent la retraite, seule une moitié sort de l'emploi ; l'autre moitié était soit au chômage, soit en préretraite, en invalidité, autrement dans une situation parfois stigmatisante, ce qui fait que le passage à la retraite est un facteur de bien-être.

**Anne-Françoise Berthon** <sup>24</sup> : *La Norvège, le Danemark, la Belgique, même l'Angleterre, ont de hauts scores de bonheur et un système de monarchie. Y a-t-il un rapport entre monarchie et bonheur ? Deuxième chose : j'ai vécu aux États-Unis une bonne partie de mon enfance et j'ai appris à l'école ce principe, qu'on ne transmet pas en France : you dont get what you deserve, you get what you negotiate. C'est-à-dire qu'on n'a pas dans la vie ce qui doit tomber, on a ce qu'on va chercher. Et si votre voisin réussit, ça veut dire que vous pouvez réussir aussi. Cela m'a marquée, en je me demande ce qu'on pourrait faire*

---

23. On pourra sur cette question consulter la note de juillet 2019 de l'Observatoire du bien-être : <https://www.cepremap.fr/depot/2019/09/2019-07-Le-passage-%C3%A0-la-retraite-1.pdf>.

24. Consultante en innovation dans la santé.

---

*en matière d'éducation en France, n'avons-nous pas délaissé des principes structurants permettant d'accéder au bonheur?*

**Claudia Senik :** Sur la monarchie, c'est une bonne idée, ce serait assez facile à examiner. Le monarque représente la nation, la continuité, c'est un rôle symbolique, mais qui joue peut-être.

Concernant le paradoxe du malheur français, ce que j'ai montré est que cette insatisfaction est vraiment française au sens où il ne s'agit pas du seul fait de vivre en France. Les immigrés ou enfants d'immigrés venant d'un même pays ne sont pas plus ou moins heureux selon qu'ils s'établissent en France ou en Belgique. Ce n'est donc pas une simple question de lieu de résidence, c'est vraiment la mentalité, le rapport à la vie, le rapport entre circonstances et la satisfaction qu'on en retire. La variable que j'ai dégagée, c'est que ça dépendait du temps passé à l'école française. Un immigré qui a passé dix ans au moins dans l'École française s'est acculturé à cette mentalité et donc déclarait toutes choses égales par ailleurs un niveau de satisfaction moindre que ceux pour qui ce n'était pas le cas...

**André Comte-Sponville :** *Pour un enseignant, ce que vous dites est désespérant...*

**Claudia Senik :** Mais il ne faut pas trop en imputer à l'École. L'École reflète la société. Et doit-on inculquer aux enfants l'idée de compétition, plutôt que l'idée de

---

mérite ou de justice? L'École socialise les gens – enfin, elle essaie de le faire, je ne sais pas si elle y arrive encore.

**François Miguet**<sup>25</sup> : *Vous avez cité Google Ngram tout à l'heure, qui vous a servi à repérer les occurrences du mot bonheur dans des livres. Je voulais savoir de quels livres il s'agit. Des livres en langue anglaise, en langue française, dans toutes les langues? Et si on faisait une recherche en langue française spécifiquement, est-ce que ça donnerait un résultat différent?*

*Deuxième question : vous avez montré des études assez frappantes sur la France, où on apprend que les Français préféreraient vivre dans le passé, pour les 2/3 dans les années 1980, ou que 20 % voudraient vivre à l'étranger. Je souhaiterais savoir si vos homologues allemands, britanniques, etc. ont posé la même question et donc si on avait des éléments de comparaison. Les Français sont-ils plus nombreux que les Allemands, par exemple, à vouloir vivre dans le passé?*

**Claudia Senik** : Ce que j'ai dit sur les occurrences du mot bonheur depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ne concernait que les données françaises. Mais Ngram parcourt l'ensemble des livres numérisés auxquels il a accès, et on peut bien entendu lui demander de le faire selon la langue. Sur l'Angleterre, une étude comparable a dégagé

---

25. Journaliste au *Point*.

---

une structure à peu près semblable, sauf qu'il n'y avait pas du tout cette faveur des années 1980.

En matière de comparaison internationale, l'enquête Gallup demande aux gens s'ils ont l'intention d'émigrer et, si oui, dans quel pays. Mais évidemment il est difficile de comparer une expérience de pensée et les causes concrètes qui poussent les gens à émigrer de tel pays vers tel autre, parce qu'ils sont malheureux chez eux et veulent partir là où ils pensent qu'il y a plus d'avenir pour eux, et pour leurs enfants.

Ceci étant dit, nous allons bientôt diffuser une note sur ces questions présentes dans l'enquête Gallup au sujet des destinations. Je peux pour dire, en avant-première, que la France est quand même une des cinq destinations vers lesquelles les gens dans le monde souhaitent émigrer. Les États-Unis, dans l'enquête Gallup sont en premier, et l'on constate assez naturellement des effets régionaux. Mais la France est dans le peloton de tête des pays désirables, des pays où les gens déclarent qu'ils voudraient émigrer.

**Jean-François Pons**<sup>26</sup> : *Je voulais vous poser une question sur la jeune génération. Ce que vous nous avez dit sur la façon dont les jeunes Français se projettent dans l'avenir est très inquiétant. Est-ce lié à des facteurs*

---

26. Ancien fonctionnaire, ancien directeur de la Fédération française bancaire.

---

*objectifs? Il y en a : notre génération leur laisse une dette publique élevée, une planète pas en très bon état, les jeunes voient les choses de façon assez pessimiste, en tout cas si j'en juge par mes enfants. Est-ce que ce sont ces choses-là qui pèsent ou est-ce plus généralement ce que vous évoquiez tout à l'heure, la place de la France dans la mondialisation?*

**Frédéric du Laurens**<sup>27</sup> : *Une observation et un témoignage... L'observation, c'est qu'en l'Amérique latine, où j'ai vécu assez longtemps, l'espace joue un rôle majeur. C'est quelque chose que l'on ne comprend pas quand on est européen, mais que l'on ressent très bien quand on est en Amérique latine, l'immensité de l'espace. J'ai toujours observé que les gens qui vivent relativement loin des villes et des grandes villes dans cet univers latino-américain se déclarent presque toujours heureux tout simplement d'être seuls dans des espaces d'une dimension que l'on n'a pas en Europe.*

*Le témoignage, c'est, dans un autre continent, en Afrique. J'ai été pendant quelques années aussi ambassadeur au Botswana. Le Botswana produit 2/3 des diamants du monde entier, or le bonheur pour un Botswanais, et j'ai souvent posé la question aux gens du pays, c'est d'avoir une ferme, pas du tout de porter des diamants. Le bonheur ce ne sont pas des dépenses ostentatoires, mais pouvoir se retirer à la fin de la semaine dans une ferme avec une soixantaine de vaches, et les gens les plus riches*

---

27. Ambassadeur de France, ancien Directeur des Archives diplomatiques.



---

*en auront des centaines et c'est pour eux la définition du bonheur. C'est très paradoxal dans un pays immensément riche, mais très modeste dans son comportement.*

**Claudia Senik :** Alors sur l'attitude par rapport au futur, il est certain que l'écoanxiété affecte les jeunes. La prise de conscience est générale, et cela explique certainement leur faible appétence pour l'avenir. Et je ne pense pas que ce soit spécifiquement français.

Il y a aussi la question de l'insertion dans la société : quel emploi prendre quand on perçoit les enjeux écologiques et la perte de sens, ce qui explique une intégration plus difficile et plus réticente qu'autrefois au marché du travail ?

Sur la nature, ce qu'on sait, c'est que les gens qui vivent à la campagne sont plus heureux que ceux qui sont en ville. Quand on mesure la densité de population par agglomération, le type d'agglomération, on constate que les gens sont plus heureux dans les agglomérations rurales et de moins en moins heureux au fur et à mesure qu'ils sont dans des grandes villes, Paris étant la moins favorable au bonheur. Il y a certes un creux en France spécifique aux villes moyennes, avec la désertification des centres-villes et la fermeture des commerces. Mais sinon on constate cette relation décroissante.

Le problème est toutefois, classiquement, de distinguer corrélation et causalité. On ne peut pas juste mesurer le bonheur des gens qui vivent dans de grands espaces assez sauvages, par rapport à ceux qui vivent en ville. Parce que

---

les gens ont éventuellement choisi de vivre dans tel ou tel endroit, et donc ce ne sont peut-être pas les mêmes personnes, la raison pour laquelle les uns sont heureux et les autres moins tenant peut-être alors à des facteurs personnels, plus qu'à l'endroit où ils vivent. Mais bon d'un point de vue observationnel, il est clair que les gens sont plus heureux à proximité de la nature. Ça fait partie, avec la musique, des hypothèses sur l'Amérique latine.

**Henri Pigeat**<sup>28</sup> : *Avez-vous eu l'occasion, dans vos recherches, de travailler sur le lien entre opinion publique et perception du bonheur, notamment sur le plan politique?*

**Claudia Senik** : Oui, il y a de nombreux éléments qui ont été dégagés sur ce sujet. Le premier, c'est que les médias influencent les représentations que les gens ont de la société et de leur vie et donc évidemment leur bonheur. Il y a une influence, indéniable, même si c'est difficile parfois à mettre en évidence. Il y a aussi un lien entre intentions de vote, le vote pour tel ou tel parti, et le niveau de satisfaction des gens, leur niveau d'optimisme. Il est établi que comportement politique et bonheur sont liés, dans les deux sens. Enfin, la consommation des médias, c'est-à-dire quels médias on lit, quelle est sa source d'information, ouvre la question des réseaux sociaux. Il semble qu'un certain type d'utilisation intense des réseaux sociaux a un impact assez délétère sur la satisfaction et la santé mentale des utilisateurs.

---

28. Dirigeant d'entreprise de presse, ancien dirigeant de l'AFP.

---

**André Comte-Sponville :** *Je n'ai pas bien compris ce que vous disiez à l'instant sur le rapport entre le niveau de bonheur déclaré et les opinions politiques des gens. J'aimerais en savoir plus là-dessus. Pouvez-vous nous éclairer sur le rapport entre le bonheur et les opinions politiques, en France plus particulièrement ?*

*Par ailleurs cette prime aux années 1980, particulière à la France, est étonnante. 1980, c'est les années Mitterrand. C'est-à-dire les années, rappelons-le, où le chômage a doublé durant ses deux septennats. Pourtant, les gens en gardent l'image du bonheur, peut-être pour les raisons que vous avez évoquées : c'était avant la mondialisation, avant Internet, peut-être aussi parce qu'au-delà des résultats économiques, il y avait une image de la France, une image de l'avenir qui était peut-être plus porteuse que par exemple en Angleterre au même moment.*

**Claudia Senik :** Il y a une corrélation entre vote, d'un côté, et niveau de satisfaction dans la vie et d'optimisme, de l'autre. On l'a très bien vu par exemple lors de la première élection d'Emmanuel Macron. Les gens satisfaits, optimistes étaient très fortement déterminés à voter pour En marche. L'insatisfaction, le pessimisme, conduisent les gens aux extrêmes, aussi bien à droite qu'à gauche. Dans *Les origines du populisme*, Daniel Cohen et Yann Algan montrent que la défiance explique bien le vote d'extrême droite, et les autres émotions négatives le vote d'extrême droite comme d'extrême gauche. Il y a un lien entre voter pour des partis dits de gouvernement et le fait d'être relativement satisfait du monde tel qu'il va ou de sa vie.

---

Les émotions comme l'optimisme, le pessimisme, l'insatisfaction, le ressentiment, le sentiment d'humiliation sont corrélées au positionnement politique. On retrouve ainsi désormais des données sur les émotions dans les enquêtes électorales du Cevipof.

En ce qui concerne les années 1980, il n'y a pas d'interprétation qui se soit imposée. Vous avez parlé de la vision de l'avenir, il y a aussi le renforcement européen, le couple franco-allemand, pour ceux qui voient favorablement la construction européenne. C'est peut-être quelque chose d'important, mais pour l'instant nous n'avons pas de réponse qui fasse consensus. La recherche met au jour des observations et ouvre le champ pour des interprétations qui parfois prennent du temps à se décanter.

**Jean-Claude Seys :** *Dans les années 1980, il y a deux facteurs qui ont de l'importance par rapport à votre exposé : la retraite à 60 ans et la montée du chômage...*

**Claudia Senik :** Oui, mais pour des gens qui vivaient à l'époque... La retraite à soixante ans, c'est desserrer la contrainte du travail, c'est une promesse à laquelle les gens tiennent énormément, mais je ne sais pas si ça joue maintenant pour mes enfants qui rêvent des années 1980... Il y aurait la musique, mais alors pourquoi pas en Angleterre? Actuellement, il n'y a que des pistes.

---

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)



---

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu

- 
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
  - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
  - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
  - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
  - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
  - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
  - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
  - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
  - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
  - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
  - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
  - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
  - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
  - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
  - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
  - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
  - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
  - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
  - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
  - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
  - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
  - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?  
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
  - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
  - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
  - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
  - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
  - Données personnelles : pour un droit de propriété ? - Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
  - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
  - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
  - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
  - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État - Jean-Philippe Hubsch
  - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
  - Le Royaume-Uni après le Brexit - Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
  - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
  - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
  - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ? - Géraldine Lacroix & Romain Slitine
  - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
  - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française - Gérard Longuet
  - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
  - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
  - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
  - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
  - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
  - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
  - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
  - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
  - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?  
Philippe Chalmin
  - Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
  - L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
  - Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury



- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
- Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
- Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
- La droite en France - David Lisnard
- Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu

## Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Évin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?  
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?  
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérard Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique - Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézy
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

---

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismail Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?  
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualazzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?  
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley

## Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé
- L'intelligence artificielle en 2050. Un outil au service de l'humanité ou une menace pour son existence ?



# L'économie du bonheur. La croissance rend-elle les individus heureux ?

Les Français ne semblent pas aussi heureux que l'on pourrait s'y attendre en fonction de leurs conditions de vie objectives. Ils ne se projettent plus dans l'avenir et seuls 3% d'entre eux expriment le souhait d'y vivre. Bien que plus ou moins satisfaits de leur vie personnelle, les salariés sont moins heureux que dans d'autres pays européens, et ont l'impression de manquer de reconnaissance et de perspectives de progression.

Pour restaurer la confiance, il est crucial de redonner des raisons de se projeter positivement dans le futur.

Mais est-ce que la croissance économique et l'utilité matérielle peuvent mener au bonheur et au bien-être ? Comment peut-on mesurer objectivement le « bien-être subjectif » ? Et comment la perception du bonheur varie-t-elle selon l'âge, le sexe, le revenu, la situation familiale et le pays de résidence ? Enfin, est-ce que les choix économiques ont des répercussions sur l'augmentation du bonheur individuel et collectif ?

## Claudia SENIK



Claudia SENIK est professeure à l'École d'économie de Paris et à Sorbonne Université. Membre de l'Institut universitaire de France et du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, elle dirige l'Observatoire du bien-être au Cepremap. Autrice notamment de *L'économie du bonheur* (Seuil, République des idées, 2014), *Les Français, le bonheur et l'argent* (Presses de l'ENS, 2018 avec Yann

Algan et Elizabeth Beasley), et le *Bien-être au travail : ce qui compte* (Presses de SciencesPo, 2020).